

PTP : DES CONCESSIONS DOMMAGEABLES POUR LA GESTION DE L'OFFRE

Longueuil, le 5 octobre 2015 — « Les producteurs sous gestion de l'offre comprennent l'importance pour le Canada de faire partie d'un tel accord. Nous l'avons toujours reconnu et nous souhaitons que les gains obtenus dans certains secteurs se concrétisent. Il n'en demeure pas moins que pour les productions sous gestion de l'offre, les accès supplémentaires consentis par le Canada à nos marchés est une mauvaise nouvelle et constitue une brèche de plus dans un système qui fait ses preuves et qui, dans une très large mesure, est garant du développement socioéconomique de toutes les régions du Québec», a déclaré Marcel Groleau, président de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et porte-parole de la Coalition GO5 à propos des concessions accordées par le Canada dans l'accord du Partenariat transpacifique (PTP) conclu aujourd'hui à Atlanta.

« Le gouvernement canadien avait pourtant promis de protéger intégralement la gestion de l'offre. C'est la deuxième fois en 2 ans que nous payons le prix d'une entente de libre-échange. Même s'il est trop tôt pour en évaluer précisément l'impact économique, il est clair que les coûts seront très élevés pour les producteurs, les transformateurs, pour nos régions et pour les milliers de travailleurs qui vivent de ces secteurs», a commenté pour sa part le président des Producteurs de lait du Québec, Bruno Letendre.

Il est déplorable que le Canada n'ait pas été capable de faire exclure la gestion de l'offre – une politique de soutien réglementaire – de la négociation, alors que les politiques de soutien financier, comme le Farm Bill américain de 1 000 milliards de dollars sur dix ans, n'ont jamais été sur la table. Il pouvait sécuriser les accès sur les marchés d'exportation pour les autres secteurs agricoles, comme ce fut le cas dans tous les accords signés avant celui avec l'Europe, sans faire ces concessions, a affirmé pour sa part le président des Éleveurs de volailles du Québec, Pierre-Luc Leblanc.

Le Canada importe déjà 8 % à 10 % de ses besoins en produits laitiers et de volaille. Plus de 78 % des importations canadiennes de produits laitiers proviennent déjà des États-Unis. Les Américains, eux, n'importent que 3 % de leurs besoins en produits laitiers. L'accès supplémentaire de 3,25 % (5,25 si on tient compte des concessions à l'Europe) entraînera une perte importante d'emplois et une diminution de la contribution des secteurs de la production et de la transformation alimentaire à l'économie canadienne et des régions.

À propos des mesures de compensation et de resserrement des contrôles des importations

Une série de mesures pour compenser les pertes de producteurs sous gestion de l'offre ont été annoncées par le gouvernement. « Nous aurions de beaucoup préféré conserver nos marchés intacts. Ceci étant, nous évaluerons très attentivement le programme annoncé par le gouvernement : nous n'accepterons rien de moins qu'une pleine compensation pour la perte de revenu récurrente et de marché, associée aux concessions offertes aux pays du PTP et à l'Europe », a ajouté Paulin Bouchard, président de la Fédération des producteurs d'œufs du Québec.

Depuis quelques années, les producteurs de lait et de volailles réclament un resserrement du contrôle des importations de certains produits laitiers et de volaille, conçu spécialement pour contourner les limites et les tarifs à l'importation convenus dans les accords commerciaux. Les producteurs perdent des centaines de millions de dollars annuellement à cause de ce laxisme.

« Aujourd’hui, le premier ministre s’est engagé à prendre des mesures pour assurer un contrôle efficace des importations et un respect intégral de sa réglementation sur la composition des fromages. Ces mesures sont prioritaires pour nous. Le gouvernement peut très rapidement poser des gestes concrets pour régler la situation. Nous réclamons aussi des engagements de tous les partis qui aspirent à former le prochain gouvernement à agir pour régler définitivement ce problème », a rappelé Ghyslain Loyer, président du Syndicat provincial des producteurs d’œufs d’incubation du Québec. « Au cours des dernières semaines, les producteurs se sont mobilisés comme rarement ils ne l’avaient fait. Ils ont porté haut et fort le message qu’ils veulent pouvoir vivre décemment de leur entreprise et y établir leur relève. Reste maintenant à savoir comment le gouvernement donnera suite à ces aspirations sachant que tous les producteurs agricoles du Québec demeurent FORTS ET UNIS POUR LA GESTION DE L’OFFRE », a conclu Marcel Groleau.

Au Québec, 43 % des revenus agricoles proviennent des productions sous gestion de l’offre. Les secteurs laitier et avicole rapportent chaque année près de 8,2 milliards de dollars au PIB, génèrent 92 000 emplois et permettent le versement de 1,38 milliard en taxes et impôts. Au plan canadien, ils contribuent pour plus de 30 milliards au PIB et génèrent plus de 300 000 emplois de qualité. Le Canada a tout intérêt à préserver cette contribution majeure à son économie

À propos de la Coalition GO5

La Coalition GO5 rallie de nombreuses personnes et organisations qui croient en une agriculture forte et un secteur alimentaire prospère au Québec. Elle vise le maintien de la gestion de l’offre au terme des différentes négociations commerciales, nationales et internationales. Cette gestion de l’offre assure aux Québécois une production locale d’œufs, de volailles et de produits laitiers de grande qualité et, aux agriculteurs, un revenu équitable du marché, sans soutien financier du gouvernement. Pour plus de renseignements sur la gestion de l’offre, consultez le site WWW.FORTSETUNIS.CA.

— 30 —

Information :

Patrice Juneau
Conseiller principal | Affaires publiques et Relations
médias
L’Union des producteurs agricoles
514 702-8591

Benjamin Gagnon
Conseiller aux communications
Fédération des producteurs d’œufs du Québec
438 494-1210

François Dumontier
Conseiller, relations publiques et gouvernementales
Les Producteurs de lait du Québec
514 713-0530

Christian Dauth
Directeur du marketing et des communications
Les Éleveurs de volaille du Québec
514 794 8250